

EXPRESSION ECRITE Niveau B1-B2 (Version 2)

REDACTION COMPTE-RENDU

De plus en plus créative, la fraude aux examens est durement punie

Elle représente quelques centaines de cas par an, et nécessite beaucoup d'imagination de la part de ceux qui la pratiquent : simple antisèche, calculatrice programmée, recopiage sur Internet, substitution d'identité... Les sanctions peuvent aller jusqu'à plusieurs années d'exclusion. Les petites et grandes fraudes à l'école font partie de la mythologie scolaire. Génération après génération, les élèves redécouvrent les vieilles ficelles : l'"antisèche", roulée en boule et discrètement dépliée pendant l'épreuve, la substitution d'identité pour faire composer un camarade à sa place, l'échange de brouillons pendant les épreuves.

.. Souvent férus de nouvelles technologies, ils ajoutent des recettes plus novatrices : les SMS, les oreillettes ou l'appareil photo du téléphone mobile.

La triche aux examens est sans doute aussi ancienne que les épreuves elles-mêmes. Mais les conséquences de la fraude restent le plus souvent méconnues. Les sanctions prononcées peuvent pourtant être très sévères, comme le démontre l'étude de la jurisprudence des sections disciplinaires des universités, compétentes pour les examens du supérieur et pour le baccalauréat, premier diplôme universitaire, et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), instance d'appel. Leurs décisions livrent un tableau de la fraude. Et des risques que prennent, sans forcément le savoir, tous ceux qui trichent lors des examens officiels. Au palmarès, l'antisèche demeure la méthode la plus souvent utilisée - ou, du moins, celle qui est la plus fréquemment découverte. Outre l'annulation de leur résultat, les tricheurs maladroits risquent alors une interdiction de se présenter à tout examen public pendant une année. Ainsi, parmi tant d'autres, cet épisode jugé en mai 2003 par le Cneser. Lors d'une session du baccalauréat, un surveillant est intrigué par le comportement d'un candidat qui effectue "une suite d'opérations gestuelles" que le jugement décrit avec précision : "Glisser sa main gauche sous la table, éloigner son buste de la table, regarder vers le bas, remettre sa main gauche sur la table, écrire."

Après l'épreuve, le jeune homme est conduit dans le bureau du proviseur : "M. J. ayant mis ses mains dans ses poches en se contorsionnant puis les ayant sorties, afin de montrer que ses poches étaient vides, a alors laissé tomber une boulette de papier qui s'est avérée être un minuscule papier d'environ 5 cm de long sur lequel étaient imprimés en très petits caractères des éléments de cours de biologie." Son paquet de mouchoirs contenait "un nombre important de minuscules papiers identiques à celui qui était tombé précédemment", constate le jugement. Sanction : un an d'interdiction de tout examen.

Les toilettes offrent des possibilités de triche bien connues. Deux étudiants ont ainsi été exclus de tout établissement d'enseignement supérieur pour une durée de deux ans, décision confirmée par le Cneser en mai 2003, pour avoir commis une "fraude organisée et préméditée". Un des étudiants remet sa copie quarante-cinq minutes avant la fin de l'épreuve. Son camarade, qui n'a pas encore écrit une seule ligne, se rend aux toilettes quelques minutes plus tard. A son retour, il se met à écrire rapidement. Et pour cause : dans les toilettes, il a récupéré le brouillon de son camarade.

L'utilisation de documents ou d'outils interdits entraîne des sanctions lourdes. Ainsi, lors d'une épreuve de droit, le recours à un code civil comprenant de nombreuses annotations, alors que seul le code civil non annoté est autorisé, se traduit par une exclusion de l'université pendant deux ans, dont un an avec sursis (septembre 2003). L'utilisation d'une calculatrice, alors que son

interdiction était mentionnée sur le sujet, entraîne l'exclusion définitive de l'étudiant de son université de rattachement (juin 2003).

Pour les épreuves organisées en cours d'année et qui prévoient la remise d'un dossier ou d'un mémoire, le plagiat constitue une fraude des plus classiques. Les juges se révèlent néanmoins relativement cléments du fait de la plus grande difficulté à prouver l'intentionnalité de la faute. Pour avoir intégralement copié le "projet personnel" d'une camarade de l'année précédente, M. B. s'est ainsi fait exclure, en 2003, de son université pour six mois. Pour avoir recopié dans son mémoire des passages entiers tirés de sites Internet sans utiliser de guillemets, un étudiant a écopé en mars 2004 d'une exclusion avec sursis d'une durée de deux ans. Une étudiante n'ayant écrit que trois pages de son mémoire de maîtrise a, quant à elle, été condamnée à un an d'exclusion de son université, en juin 2004.

La substitution d'identité suppose une organisation plus sophistiquée. Et donc des sanctions plus sévères aux yeux des universitaires.

Dans une épreuve d'un DEUG d'arabe, les surveillants se sont rendu compte qu'un étudiant extérieur à l'université avait pris la place d'un autre. Puntition fixée par le Cneser en septembre 2003 : deux ans d'exclusion de tout établissement public du supérieur. Un scénario similaire, révélé grâce à une analyse graphologique réalisée par un expert auprès d'une cour d'appel, a conduit, en mars 2004, à l'exclusion du coupable pour deux ans de tout établissement du supérieur.

L'utilisation de faux diplômes débouche sur des sanctions beaucoup plus sévères, auxquelles peuvent s'ajouter des poursuites pénales. La présentation d'un relevé de notes falsifié pour une inscription en diplôme d'études approfondies (DEA, 3e cycle) se traduit ainsi par l'exclusion de tout établissement de l'enseignement supérieur pour une durée de cinq ans (novembre 2004). Le fait de fournir de fausses attestations conduit également à une exclusion de cinq années (octobre 2003). La production réitérée de faux documents - y compris devant la section disciplinaire de l'université - débouche sur une interdiction définitive de tout établissement du supérieur, une sanction prononcée en février 2004.

Dans la quête des fraudeurs, les accusés peuvent aussi être relaxés au bénéfice du doute. Lors de la correction d'une épreuve de latin, un enseignant avait découvert qu'une copie reprenait mot pour mot la traduction d'un manuel. L'étudiante a donc été traduite devant la section disciplinaire de son université.

A l'audience, les enseignants lui demandent de recommencer sa traduction devant eux... La jeune femme commet de multiples erreurs, ce qui convainc l'université de sa culpabilité.

Mais, lors de l'appel jugé en septembre 2003, le Cneser a estimé que cette interrogation impromptue ne constituait pas une "preuve formelle". La juridiction a donc relaxé l'étudiante.

Luc Bronner

148 tentatives lors du bac 2003

Dans les universités, 809 procédures ont été lancées contre des étudiants, en majorité pour des fraudes mais aussi pour des vols ou des problèmes de violences hors examens. Les statistiques sont plus précises pour le baccalauréat : 84 dossiers de tentatives de fraude ont été traités en 1999 par les sections disciplinaires des universités (le baccalauréat est un diplôme universitaire) contre 148 à la session 2003.

Les statistiques du service interacadémique des examens et concours (SIEC) d'Ile-de-France (académies de Paris, Créteil et Versailles) donnent une indication sur la nature des fraudes : sur les 77 cas découverts en 2004 par les surveillants, 55 concernaient l'utilisation de documents personnels, 8 l'utilisation de téléphones portables, 6 l'échange de brouillons et 8 entraient dans la rubrique "divers" (substitution de candidats, consultation de manuels, etc.).

ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 02.03.05

